



**HAL**  
open science

# La Seine-Saint-Denis ou la constitution d'une " citadelle communiste " sans union ?

Emmanuel Bellanger

## ► To cite this version:

Emmanuel Bellanger. La Seine-Saint-Denis ou la constitution d'une " citadelle communiste " sans union ?. Alain BERGOUNIOUX; Danielle TARTAKOWSKY. L'Union sans unité. Le programme commun de la gauche 1963-1978, Presses universitaires de Rennes, pp.189-200, 2012. halshs-01451228

**HAL Id: halshs-01451228**

**<https://shs.hal.science/halshs-01451228>**

Submitted on 31 Jan 2017

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**Emmanuel BELLANGER**, « **La Seine-Saint-Denis ou la constitution d'une "citadelle communiste" sans union ?** », in **Alain BERGOUNIOUX, Danielle TARTAKOWSKY (dir.)**, *L'Union sans unité. Le programme commun de la gauche 1963-1978*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2012, pp. 189-200.

## **PRÉSENTATION :**

Le programme commun et les accords électoraux scellés entre le parti communiste et le parti socialiste ont consacré l'efficacité électorale de l'union de la gauche et l'émergence d'une nouvelle génération d'élus. Mais cette union, pour le PCF, ne donne plus lieu à un nouvel enracinement. Au tournant des années 1980-1990, le parti socialiste gagne du terrain, tisse de nouvelles alliances avec l'écologie politique et affiche de plus en plus la volonté de s'imposer dans des villes perdues ou encore détenues par un parti communiste en fragmentation. En l'espace d'une quarantaine d'années, la désindustrialisation, la reconversion tertiaire de son économie, la démobilisation électorale et le renouvellement démographique ont durablement entamé son assise politique. En 2008, le parti communiste perd la présidence de ce département emblématique au profit du député socialiste, Claude Bartolone élu conseiller général dès 1979, tout en résistant dans certaines de ses municipalités historiques, près d'une dizaine, qui lui assurent une représentation nationale.

## **La Seine-Saint-Denis ou la constitution d'une « citadelle communiste » sans union ?**

Institué officiellement le 1<sup>er</sup> janvier 1968, le jeune département de la Seine-Saint-Denis est une terre d'ancrage communiste et socialiste. À l'exception d'une partie de sa frange Sud-Est, plus résidentielle et au tempérament politique plus modéré, ce territoire populaire, né de la réforme administrative et géopolitique du 10 juillet 1964, est ancré à gauche<sup>1</sup>. Depuis l'avènement de la III<sup>e</sup> République, les formations politiques qui la composent – radicaux-socialistes, socialistes SFIO, socialistes indépendants, communistes... – se sont disputé cette banlieue de tradition ouvrière forgée par l'industrie et marquée par la prédominance, à partir des élections municipales de mai 1935, du parti communiste, Section française de l'internationale communiste (SFIC). Dans l'histoire politique du mouvement social et des gauches françaises, le département de la Seine-Saint-Denis est devenu, en France et vu de l'étranger, un haut lieu de radicalité et d'espérances politiques, encadré et transfiguré par le socialisme et le communisme municipal<sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> Emmanuel Bellanger, *Naissance d'un département et d'une préfecture dans le « 9-3 » : une histoire de l'État au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, La Documentation française, 2005.

<sup>2</sup> Jacques Girault (dir.), *Seine-Saint-Denis, chantiers et mémoires*, Paris, Autrement, 1998, p. 136-149.

## Aux origines de l'Union de la Gauche

L'histoire de l'Union de la gauche en Seine-Saint-Denis est marquée par des considérations stratégiques et par le dépassement difficile des antagonismes. Depuis les élections municipales de 1947, les socialistes sont accusés d'avoir tiré profit des rivalités entre gaullistes et communistes. Au conseil fédéral de la SFIO, en octobre 1964, Claude Fuzier, élu depuis 1957 à la tête de la puissante fédération de la Seine, le reconnaît : « [...] Nous avons été un peu déformés par l'expérience des vingt dernières années. Le scrutin proportionnel nous a habitués aux succès faciles dans la mesure où il plaçait nos élus municipaux et départementaux à la charnière entre les deux blocs traditionnels depuis la Libération, la réaction et le PCF. C'est ainsi, qu'avec 10 % des suffrages en moyenne, nous avons pu contrôler jusqu'à 28 mairies sur 80. C'est ainsi qu'avec 15 élus au Conseil général nous avons obtenu les postes les plus importants de cette Assemblée. [...] L'ampleur de nos succès nous a fait un peu oublier la réalité de notre force. [...] La municipalité reste une de nos grandes armes quand elle est utilisée exclusivement pour développer l'audience réelle et chiffrable du Parti. C'est pourquoi nous devons nous battre pour conserver des bastions municipaux [...]. Cela suppose notamment que nous cessions de croire qu'une mairie acquise dans n'importe quelle condition est plus importante que l'action générale du Parti. Donc, rien à faire avec le gaullisme. [...] »<sup>3</sup>

Le positionnement de ce proche de Guy Mollet, qui dès 1962 est appelé à négocier secrètement avec le PCF, amorce un revirement stratégique des deux formations politiques rivales<sup>4</sup>. Imposée par la loi du 27 juin 1964, la modification du mode d'élection des conseils municipaux des villes de plus de 30 000 habitants joue en faveur d'un rapprochement du PCF et de la SFIO. À la veille des élections municipales de mars 1965, l'instauration de listes bloquées pousse à la signature d'accords dans le département de la Seine, le Grand Paris de l'époque, qui concentre à lui seul trois millions d'électeurs, soit près de 13 % du corps électoral français. Ces convergences tactiques, âprement négociées par Claude Fuzier et Paul Laurent, membre du bureau politique et secrétaire de la fédération communiste de Paris, confortent le soutien des communistes à la candidature de François Mitterrand à la présidentiel de décembre 1965 et formalisent les conditions d'une collaboration pérenne des élus socialistes et communistes dans la gestion des affaires locales, municipales et départementales<sup>5</sup>. Ces élections sont placées sous l'étendard du combat contre le district de la région parisienne imposé en 1961 par le gouvernement de Michel Debré, contre le « charcutage électoral de la Seine », contre « la politique de l'UNR qui conduit au sous-développement de la région parisienne » et pour « la défense des libertés communales »<sup>6</sup>. Annoncé le 6 janvier 1965, cet accord, qualifié dans la presse de nouveau « Front populaire », est suivi par la formation de listes « d'Union démocratique » et la mise en exergue d'un programme

---

<sup>3</sup> OURS, E2 58 BD, rapport au conseil fédéral de la Seine, octobre 1964.

<sup>4</sup> Denis Lefevre, *Claude Fuzier, un socialiste de l'ombre*, Paris, Éditions Bruno Leprince, 2004, p. 42.

<sup>5</sup> Jean-Jacques Piette, « Les accords PC-SFIO dans le département de la Seine aux élections municipales de 1965 », *L'Ours*, n° 73, octobre 1976.

<sup>6</sup> Communiqué du 6 janvier 1965 des fédération de la Seine du PCF et de la SFIO.

politique<sup>7</sup>. Il ne fait pas consensus dans la famille socialiste du Grand Paris qui a bataillé durant les années de Guerre froide contre l'adversaire communiste. L'opposition est incarnée par deux grandes figures socialistes de la banlieue ouest, le président de l'Association des maires de France (AMF), Alphonse le Gallo, député et maire de Boulogne-Billancourt depuis 1944 et le sénateur et maire de Puteaux depuis 1948, Georges Dardel, président du conseil général de la Seine depuis 1959, attachés, l'un et l'autre, à des alliances de type troisième force ouvertes aux élus chrétiens-démocrates, indépendants, voire gaullistes.

Au lendemain des élections de mars 1965, à l'heure des comptes, le bilan se révèle positif pour les partisans d'un rapprochement des communistes et des socialistes, surtout en banlieue parisienne où, sur les 39 villes de plus de 30 000 habitants, 25 sont remportées par des listes d'Union. Le PCF, avec la conquête de Colombes, Levallois-Perret et Fontenay-sous-Bois, a conforté son assise et le parti socialiste a considérablement augmenté le nombre de ses conseillers municipaux suburbains, passé de 145 à 225. Avec la mise en évidence du bon report des voix socialistes, cet accord sort le parti communiste de son isolement politique et atténue l'image réductrice de la « citadelle » assiégée qu'il donnait de ses mairies<sup>8</sup>.

Le ciment de l'accord électoral entre socialistes et communistes tient également à la situation institutionnelle particulière de l'agglomération parisienne dont la géopolitique est totalement reconfigurée dans les années 1960. Les élus locaux ont mené, en vain, un combat virulent contre l'adoption de la réforme départementale du 10 juillet 1964 qui supprime les départements de la Seine et de la Seine-et-Oise pour donner naissance aux sept nouveaux départements de la région parisienne, dont celui de la Seine-Saint-Denis<sup>9</sup>. Au début des années 1960, ce combat a reçu le soutien officiel des élus communistes et parmi eux du maire d'Aubervilliers depuis 1957, André Karman, président du groupe communiste au Conseil général de la Seine, et du premier adjoint de Bobigny, Georges Valbon, vice-président du conseil général de la Seine.

Les lois électorales et départementales de 1964 ont favorisé la rupture de l'entente tacite des socialistes, du centre et de la droite, au profit de nouvelles alliances entre les deux grands partis de la gauche française<sup>10</sup>. Les socialistes qui détiennent sans interruption de 1958 à 1967, la présidence du conseil général du département de la Seine, le plus puissant de France, n'en restent pas moins les grands perdants de la départementalisation imposée par le pouvoir gaulliste et son représentant à la tête du district, Paul Delouvrier, stigmatisé sous les traits d'un « proconsul » ou d'un « Haussmann des banlieues »<sup>11</sup>. Au grand dam des élus locaux socialistes, avec l'accord du général de Gaulle, le découpage administratif de 1964 consacre la prééminence communiste en Seine-Saint-Denis qui, dès premières élections cantonales de 1967 à celles de 2001, disposera sans

---

<sup>7</sup> *Ouest France* du 16 mars 1965, *Le Monde* des 16 et 23 mars 1965.

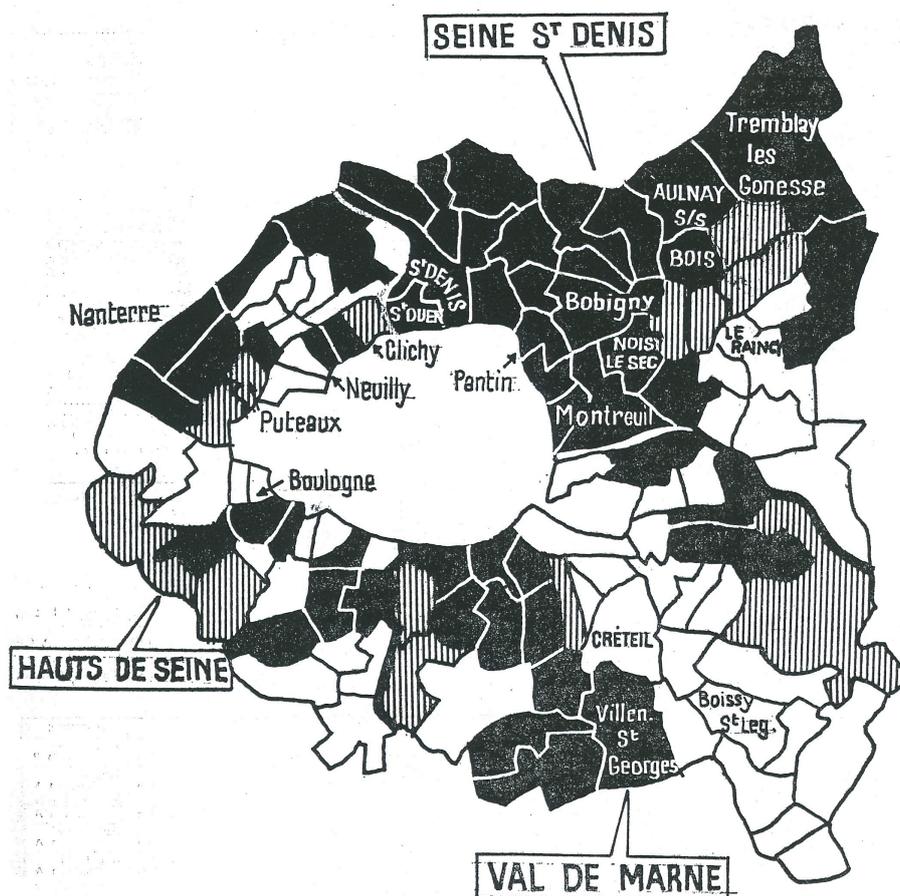
<sup>8</sup> « Faire des mairies des citadelles de défense républicaines », *L'Humanité dimanche* du 22 février 1959.

<sup>9</sup> Emmanuel Bellanger, « Aux origines du Grand Paris », en co-rédaction avec Annie Foucaut et Mathieu Flonneau, *in Paris sous l'œil des chercheurs*, Paris, Belin, 2008, p. 153-173.

<sup>10</sup> *L'Année politique, économique, sociale et diplomatique en France*, Paris, Presses universitaires de France, 1966, p. 58.

<sup>11</sup> *L'Humanité* du 21 mars 1964 ; Bernard Hirsch, *L'Aménagement de la région parisienne (1961-1969). Le témoignage de Paul Delouvrier*, Paris, Presses de l'ENPC, 2003.

interruption d'une majorité au conseil général, un cas unique dans l'histoire politique des départements métropolitains. Pour les élus socialistes, à l'instar de Michel Salles, conseiller municipal de Paris et Jacques Carat, maire de Cachan et président de l'Union des maires de l'agglomération parisienne, « Sans contestation possible, le département de la Seine-Saint-Denis a été [en 1964] sacrifié aux communistes en y accumulant 21 municipalités communistes sur 40 d'une population de 750 000 habitants sur 1 100 000, regroupant 631 conseillers municipaux sur 1 126. »<sup>12</sup>



Lendemain d'élections cantonales :

les premières organisées dans les nouveaux départements de la banlieue parisienne. La Seine-Saint-Denis et le Val-de-Marne auront un communiste pour président de leur conseil général.

En noir les 53 cantons où sont élus des conseillers généraux communistes ; les 13 cantons hachurés représentent les élus de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste (FGDS) soutenus par le parti communiste.

Source : *l'Humanité* du 3 octobre 1967.

### Un territoire politique « abandonné » aux communistes ?

Adossé au mouvement syndical, le parti communiste se distingue plus que tout autre dans cette terre de mission et d'engagement<sup>13</sup>. L'ampleur de son ancrage municipal s'est affirmée sous les traits d'un « patriotisme de clocher à base de classe » qui s'est converti dès les années 1930 en une

<sup>12</sup> OURS, E6 90 BD, Salles Michel, Carat Jacques, *Exposé technique sur l'organisation de la région parisienne*, Fédération de la Seine du Parti socialiste SFIO, mars avril 1966.

<sup>13</sup> Marc Lazar, « Le parti et le don de soi », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 60, 1998, p. 35-42.

gestion de compromis des territoires et d'entente avec les représentants de l'État<sup>14</sup>. De la Libération au scrutin municipal de 1965, pas moins de 14 communes sur les 40 qui composeront la Seine-Saint-Denis – Aubervilliers, Bagnolet, Bobigny, Le Blanc-Mesnil, Drancy, Montreuil, Neully-sur-Marne, Noisy-le-Grand, Pierrefitte-sur-Seine, Romainville, Saint-Denis, Saint-Ouen, Stains et Tremblay-les-Gonnesse – n'ont eu aux commandes de leur exécutif municipal que des maires communistes.

Cette prépondérance s'accroît dans les années 1970. Aux municipales de 1971, à la faveur de la reconduction des listes d'union, les maires communistes se retrouvent à la tête de 22 des 40 municipalités du département dont 14 sur 17 ont plus de 30 000 habitants ; les socialistes n'en gèrent que six<sup>15</sup>. Pour renforcer sa légitimité, le parti communiste s'efforce d'innover en développant sa politique de « contrat communal » et de dépasser l'entre-soi ouvrier de ses listes aux élections municipales en les ouvrant à des chrétiens et des représentants des classes moyennes. À l'image des militants, les élus locaux communistes « se désouvriérise »<sup>16</sup>. Cette politique semble féconde dans le département de la Seine-Saint-Denis présenté par ses élus comme un « monde nouveau » en construction<sup>17</sup>.

Aux municipales de 1977, la formation communiste fait plus que résister à la vague rose nationale. Le PCF gagne cinq villes contre deux seulement pour le parti socialiste. La droite ne compte désormais plus que six municipalités qui ne totalisent que 56 000 habitants soit 4,1 % de la population départementale. Le PCF dirige désormais 27 communes sur 40<sup>18</sup>. Les résultats des élections législatives reflètent cet hégémonisme local du parti communiste. Sur les neuf députés qui représentent la Seine-Saint-Denis, huit sont communistes en 1967, sept en 1968, huit de nouveau en 1973 et neuf, le grand chelem, en 1978<sup>19</sup>.

---

<sup>14</sup> Annie Fourcaut, *Bobigny, banlieue rouge*, Paris, Éditions ouvrières-Presses de la FNSP, 1986, p. 196 ; Emmanuel Bellanger, « Spécificité, continuité et uniformisation de la gestion communiste », in Jacques Girault (dir.), *Des communistes en France*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2002, p. 293-317.

<sup>15</sup> *93 actualités* des 17 et 24 mars 1971.

<sup>16</sup> Bernard Pudal, *Un monde défait. Les communistes français de 1956 à nos jours*, Bellecombe-en-Bauges, 2009, p. 93-96.

<sup>17</sup> *Vivre en 93*, documentaire de la préfecture et du conseil général, réalisation Guy Eschlimann, commentaire Jean Marcenac, 1974.

<sup>18</sup> *93 actualité* du 24 mars 1977.

<sup>19</sup> Marie Thérèse Goutmann est invalidée le 7 juin 1978 et réélue le 23 juillet 1978.



socialistes<sup>22</sup>. Il a fait de Bobigny, depuis 1924, la cité d'accueil de son école centrale et, en 1965, en accord avec Paul Delouvrier, le délégué général du district, le chef-lieu de la Seine-Saint-Denis<sup>23</sup>. À partir de 1972, le parc départemental paysager de La Courneuve est devenu le site officiel de la fête de *l'Humanité* soutenue par les municipalités et le conseil général communistes. Le PCF a également réuni dans le « 93 » une dizaine de congrès, dont le XX<sup>e</sup>, en décembre 1972, à Saint-Ouen, qui consacre le programme commun signé le 27 juin 1972. Il finit par y délocaliser le siège de *l'Humanité*, son organe central inauguré à Saint-Denis en 1989<sup>24</sup>. En 1982, la CGT, la centrale syndicale affiliée à l'histoire du communisme français, avait pris les devants en choisissant, elle aussi, ce département et la ville de Montreuil, communiste depuis 1935, pour y élever son nouveau siège.

En dépit de ces emprises foncières, électorales et symboliques, les socialistes n'abandonnent pas la Seine-Saint-Denis aux communistes. À l'empreinte de la ceinture rouge s'ajoute un second enracinement politique, moins étendu mais résistant, celui de la SFIO, aux expressions partisans plus pondérées et à l'anticommunisme éprouvé pendant la Guerre froide<sup>25</sup>. En Seine-Saint-Denis, les élus socialistes ont conquis et préservé leur assise communale et cantonale au Pré-Saint-Gervais, socialiste depuis 1904, à Épinay-sur-Seine, Livry-Gargan et Bondy. Pavillons-sous-Bois est également socialiste de la création de la commune en 1905 à l'alternance des élections municipales de 1983. Aussi, le choix d'Épinay-sur-Seine comme lieu de rassemblement, en juin 1971, du congrès constitutif de la fondation du nouveau parti socialiste, n'est-il pas anodin. Il conforte l'assise des cadres et des municipalités historiques de ce département.

Résidant à Bondy depuis 1957, Claude Fuzier est l'une des personnalités emblématiques de la refondation socialiste et l'acteur principal de l'union avec les communistes, au point d'être considéré comme le « coco du parti »<sup>26</sup>. À la suite de la suppression du département de la Seine, il devient en octobre 1966 secrétaire général de l'interfédération socialiste de l'agglomération parisienne et de la fédération de la Seine-Saint-Denis<sup>27</sup>. Désigné en février 1968 secrétaire général de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste (FGDS), Claude Fuzier, délègue la direction politique de la Seine-Saint-Denis au jeune socialiste Jacques Fleury, tout en restant « le vrai patron »<sup>28</sup>.

À ses côtés, au bureau fédéral, deux militants prennent leurs marques ; Gilbert Bonnemaïson est responsable des problèmes municipaux et Marcel Debarge, un des rares socialistes adhérent de la

---

<sup>22</sup> FJJ, 12 EF 93-94 ; AD93, 179J17, fonds Jacques Garcia.

<sup>23</sup> AD93, entretien de Georges Valbon, président du conseil général de la Seine-Saint-Denis (1967-1982/1985-1993) et maire de Bobigny (1965-1996).

<sup>24</sup> Emmanuel Bellanger, « Bobigny, du village communiste, pavillonnaire et maraîcher à la “nouvelle ville” », in Jean-Claude Lescure (dir.), *Drôles de Gaulois autour d'Astérix*, Paris, Berg international éditeurs, 2010, p. 173-189 ; Noëlle Gêrôme, Danielle Tartakowsky, *La Fête de l'Humanité, culture communiste, culture populaire*, Paris, Messidor, 1988, p. 125-126.

<sup>25</sup> Sophie Cœuré, « Communisme et anticommunisme », Jean-Jacques Becker, Gilles Candar (dir.), *Histoire des gauches en France*, vol. 2, *XXe siècle : à l'épreuve de l'histoire*, Paris, La Découverte, 2004, p. 485-506.

<sup>26</sup> FJJ, 12 EF 93-94 ; Jacques Fleury, *Cité Malesherbes, journal d'un jeune militant socialiste 1959-1973*, Graffice, Bruno Le Prince, 1999, p. 152.

<sup>27</sup> Denis Lefevre, *Claude Fuzier...*, *op. cit.*, p. 18-20.

<sup>28</sup> Jacques Fleury, *Cité Malesherbes...*, *op. cit.*, p. 278.

CGT, a en charge la propagande. Parti d'élus locaux, le parti socialiste et ses dirigeants fédéraux, Claude Fuzier, maire de Bondy de 1977 à 1995, Marcel Debarge, maire du Pré-Saint-Gervais de 1977 à 1995 et Gilbert Bonnemaïson, maire d'Épinay-sur-Seine de 1967 à 1995, œuvrent à rééquilibrer, au profit de leur formation, les rapports de forces en tissant des alliances avec le parti communiste tout en combattant sa domination.

Au début des années 1970, les négociations sont difficiles pour les dirigeants socialistes qui peinent à s'imposer dans ce nouveau département. Le PCF a une longueur d'avance sur les socialistes qui ne disposent que d'une seule fédération, celle de la Seine, lorsque les communistes sont déjà organisés, depuis le début des années 1950, en quatre fédérations, Seine Nord-Est, Seine Sud, Seine Nord-Ouest et Paris, qui les familiarisent au nouveau découpage départemental de 1964. Les statuts de la fédération socialiste de la Seine-Saint-Denis ne seront adoptés que le 1<sup>er</sup> février 1970 ; elle ne délocalisera son siège fédéral de Paris, Boulevard Magenta, à Pantin qu'en décembre 1972 et n'organisera sa première fête départementale de la rose qu'en mai 1978, dix ans après la reconnaissance officielle de la Seine-Saint-Denis<sup>29</sup>. La donne politique va cependant changer au tournant des années 1980.

### **Entre accord et défiance : vers la désunion**

Face aux succès électoraux de l'Union de la gauche, la direction du parti communiste manifeste de plus en plus d'inquiétude et de défiance à l'égard à la fois du parti socialiste, mais aussi, de ses propres élus locaux dont le nombre n'a cessé d'augmenter. En dépit d'un enracinement partisan solide, les secrétaires fédéraux communistes de la Seine-Saint-Denis, Lucien Mathey de 1966 à 1974 puis Jean Gracia de 1974 à 1979, sont sur la défensive. Ils appréhendent la concurrence socialiste dans un territoire où leur domination sur la vie politique est telle qu'ils ne peuvent que craindre l'effritement de leur position.

Dans l'un des rares départements où, le scrutin uninominal majoritaire les avantage, les dirigeants communistes fédéraux doivent faire preuve de conciliation pour démontrer qu'ils sont à l'avant-garde de la dynamique unitaire tout en préservant les acquis de leur parti. Au lendemain du succès de cantonales de 1967, Lucien Mathey traduit en des termes explicites le cas spécifique de son département : « Pour les gens qui placent l'élection cantonale sur le plan des notables, eh bien il faut dire que pour la Seine-Saint-Denis [...], les notables se trouvent précisément être les nôtres. » Pour illustrer la défiance à l'égard des élus, le secrétaire fédéral ajoute que l'« on a réagi contre nos candidats, qui mettaient en avant le thème "pour une nouvelle victoire de l'Union de la gauche" [...]. Nous avons réagi avec pour priorité la mise en avant de la politique de notre parti et la mise en avant de ce qui nous différencie des autres. On a réagi contre certains conseillers sortants qui mettaient trop en avant leur bilan au détriment la ligne du parti. »<sup>30</sup>

Dans ce département, où dès le 1<sup>er</sup> tour des cantonales du 24 septembre 1967, le PCF obtient 18

---

<sup>29</sup> OURS, F9 30 DC et FJJ, 12 EF 93-94.

<sup>30</sup> AD93, 4 AV/634, intervention au comité central des 17 et 18 octobre 1967.

sièges sur 34, et pour contrer l'image de 1919 de « l'homme au couteau entre les dents », reprise par Lucien Mathey, la fédération communiste est contrainte par le secrétariat du comité central de retirer le candidat communiste arrivé en tête aux Pavillons-sous-Bois, bastion socialiste. Le deuxième tour est sans appel : 25 conseillers généraux communistes sont élus contre quatre socialistes, qui intègrent la majorité et le bureau du conseil général, et cinq candidats de droite. La fédération communiste se garde de tout triomphalisme devant des représentants de la FGDS, qui les ont traités de « dévorants » pendant les négociations<sup>31</sup>.

Jusqu'au début des années 1980, les succès aux élections, municipales, cantonales et législatives de Seine-Saint-Denis se succèdent. Après les victoires de 1977 et 1978, la représentation du PCF au conseil général sort renforcée des cantonales de mars 1979 ; 29 conseillers généraux sur 40 sont communistes. Lors des élections présidentielles, le 24 avril 1981, ce département est le seul, avec les Bouches-du-Rhône, a placé le secrétaire général du PCF, Georges Marchais, en tête du premier tour. Mais ces résultats sont trompeurs, les législatives de juin 1981 constituent un choc pour l'appareil fédéral. « La ceinture rouge vire au rose »<sup>32</sup>. Le PS a battu les sortants communistes dans quatre circonscriptions avec l'élection de Claude Bartolone, Gilbert Bonnemaïson, Jacques Mahéas et Véronique Neiertz.

En 1971, Lucien Mathey présentait déjà cet infléchissement ; il pointait trois écueils menaçant l'assise communiste en Seine-Saint-Denis : le changement de la population, la désindustrialisation et enfin l'accroissement notable de l'abstention de son électorat traditionnel : « C'est un aspect qui nous a alarmés car il traduit une certaine désaffection à l'égard de notre œuvre, de notre action municipale [...].<sup>33</sup> » Dans ce contexte de fragilisation de sa base électorale, la progression rapide et inexorable du parti socialiste déstabilise le parti communiste<sup>34</sup>. Dès janvier 1973, au lendemain de la signature du programme commun, Jean Garcia appelait au comité central à « lutter contre l'esprit tranquille » des communistes de son département. Il soulignait « les hésitations » qui traversent les militants, attestées selon lui par le retard dans la diffusion du programme commun présenté par le secrétaire général<sup>35</sup>. Lucien Mathey soulignait de son côté que son parti n'était « pas bien compris des ingénieurs techniciens et des cadres »<sup>36</sup>. Les critiques à l'égard de l'URSS semblent également peser sur la notoriété du PCF. « Nous avons raison de combattre la théorie des modèles. Mais nous devons faire connaître les immenses progrès accomplis par les pays socialistes. Il faut faire davantage pour combattre cette entreprise permanente de falsification. » Dès le début des années 1970, la fédération communiste s'alarme d'un décrochage possible de son parti et conclut son rapport de mars 1973 sur les résistances de la fédération socialistes à l'élan unitaire.

---

<sup>31</sup> AD93, 4 AV/634.

<sup>32</sup> *Le Monde* du 12 mai 1981.

<sup>33</sup> AD93, 4 AV/1865, intervention au comité central du 20 au 22 avril 1971.

<sup>34</sup> Aux législatives de mars 1973, le PS a doublé ses voix par rapport à 1968. Il totalise 15,5 % des suffrages. « Élections législatives mars 1973, résultats et commentaires », *Cahiers du communisme*, n° 6/7, juin-juillet 1973, p. 331-332.

<sup>35</sup> AD93, 4 AV/1952, intervention au comité central des 24 et 25 janvier 1973.

<sup>36</sup> AD93, 4 AV/1961, intervention au comité central du 28 mars 1973.

Du côté du parti socialiste, sa fédération a pour principal objectif d'intensifier sa présence dans le département en concurrençant sur le terrain idéologique le parti communiste. Son « plan d'action socialiste » de 1970 défend « les voies de passage au socialisme, dans l'union des forces anticapitalistes » avec « pour but de changer fondamentalement la nature du système économique ». Un combat qui, selon Marcel Debarge, secrétaire de la fédération de la Seine-Saint-Denis de 1970 à 1978, « ne peut supporter aucun compromis »<sup>37</sup>. Dans ses rapports au parti communiste, consciente de ses faiblesses, la fédération socialiste radicalise ses positions. Elle défend « la nécessité d'une implantation plus profonde dans les entreprises et dans les associations » et prône un investissement « sur tous les terrains des luttes »<sup>38</sup>. Dans les rangs de la fédération communiste, ce positionnement politique n'est guère apprécié.

La fédération communiste est en porte à faux. Concurrencée sur le terrain par le parti socialiste, elle est en interne mise sous pression par sa direction. Le Rapport de Jean Kanapa de juin 1977 sur la vie fédérale a souligné « la nécessité de mobiliser davantage » et a relevé que « des intellectuels ont tenté avec une argumentation très précautionneuse, très hypocrite de revendiquer [...] la reconnaissance des courants de pensée » au risque de remettre en cause le centralisme démocratique et prendre en modèle l'organisation du parti socialiste<sup>39</sup>. Changement d'époque, Jean Garcia, au XXIII<sup>e</sup> congrès de 1979, en vient à critiquer la notion euphorisante mais finalement jugée démobilisatrice de « la banlieue rouge ». La « situation privilégiée » de la Seine-Saint-Denis serait devenue « un facteur de gêne » : « La droite, mais aussi parfois le Parti socialiste, nous accuse de totalitarisme, de domination. Cela est faux. Mais qu'on le veuille ou non cela porte dans la population. Cela pèse également sur le comportement du Parti. L'idée que nous sommes les plus forts amène quelquefois une certaine suffisance, un esprit de quiétude. »<sup>40</sup>

Dès lors, la position du PCF et de sa fédération communiste de Seine-Saint-Denis se durcit. À la fin des années 1970, cette dernière développe une théorie du « complot » qui amalgame pêle-mêle la désindustrialisation, le manque de logement social et l'attitude du parti socialiste accusée de pactiser avec la droite<sup>41</sup>. Au lendemain des cantonales de 1979, le bureau politique du PCF qui a pourtant conquis, grâce aux soutiens des élus socialistes, les présidences de cinq conseils généraux – la Seine-Saint-Denis, le Val-de-Marne, l'Essonne, l'Allier et la Meurthe-et-Moselle – tire désormais à boulet rouge sur son partenaire. Sa presse départementale, *93 Actualités*, s'en fait l'écho. « Les gains du parti communiste auraient pu être plus importants si les voix socialistes s'étaient reportées sur les candidats communistes avec la même rigueur que celle dont a fait preuve l'électorat communiste. La différence entre le comportement des Partis communiste et socialiste apparaît clairement [...]. Ainsi l'orientation à droite adoptée par le PS et sa volonté de nous affaiblir exerce sur son électorat une influence préjudiciable aux intérêts de la lutte contre le

---

<sup>37</sup> OURS, D III, fédérations.

<sup>38</sup> OURS, D III, fédérations.

<sup>39</sup> AD93, 261 J 27/98, fédérations du PCF.

<sup>40</sup> *La France nouvelle, hebdomadaire central du Parti communiste français*, dossier : « La Seine-Saint-Denis, pas si facile », 16 mai 1978.

<sup>41</sup> AD93, 261J27/98, rapport au comité fédéral du 11 juin 1980.

pouvoir giscardien et les forces qui le soutiennent [...] »<sup>42</sup>

La victoire de François Mitterrand en 1981 et la participation de quatre ministres communistes dans ses premiers gouvernements, dont Jack Ralite, maire-adjoint d'Aubervilliers depuis 1965 et député de la Seine-Saint-Denis depuis 1973, atténuent momentanément les dissensions. Mais l'érosion des positions du PCF lors des cantonales de 1982 suivie par les pertes significatives des municipales de 1983 et des élections partielles de 1984 (sept villes perdues : Neuilly-Plaisance, Rosny-sous-Bois, Villepinte, Gagny, Montfermeil, Noisy-le-Grand, Aulnay-sous-Bois) fragilisent la fédération communiste. Aux cantonales de mars 1985, pour la première fois en Seine-Saint-Denis, aucun des candidats communistes n'est élu au premier tour. Le PCF a perdu cinq cantons, mais parvient à conserver sa majorité au conseil général<sup>43</sup>. Le parti communiste entre dans une période de régression. L'enjeu pour sa fédération est désormais de combattre « la poussée réformiste » au moment même où elle est travaillée par des divisions internes et des dissidences municipales<sup>44</sup>.

## Conclusion

Le programme commun et les accords électoraux scellés entre le parti communiste et le parti socialiste ont consacré l'efficacité électorale de l'union de la gauche et l'émergence d'une nouvelle génération d'élus. « Le parti communiste est sorti de ses bastions rouges »<sup>45</sup>. Mais cette sortie ne donne plus lieu à un nouvel enracinement. Au tournant des années 1980-1990, le parti socialiste gagne du terrain, tisse de nouvelles alliances avec l'écologie politique et affiche de plus en plus la volonté de s'imposer dans des villes perdues ou encore détenues par un parti communiste en fragmentation. En l'espace d'une quarantaine d'années, la désindustrialisation, la reconversion tertiaire de son économie, la démobilisation électorale et le renouvellement démographique ont durablement entamé son assise politique. En 2008, le parti communiste perd la présidence de ce département emblématique au profit du député socialiste, Claude Bartolone élu conseiller général dès 1979, tout en résistant dans certaines de ses municipalités historiques, près d'une dizaine, qui lui assurent une représentation nationale.

---

<sup>42</sup> *La Voix de l'Est* du 29 mars 1979.

<sup>43</sup> *Le Monde* du 19 mars 1985.

<sup>44</sup> AD93, 179J17, fonds Jacques Garcia.

<sup>45</sup> Expression empruntée à Rémi Lefebvre.